

bonne soupe. Elle n'est cependant pas dépourvue d'idéal, puisqu'elle se propose de contribuer à la grandeur et au bonheur des nations et, par là, de travailler au progrès de l'humanité.

Dans la question d'Orient, les solutions opportunistes l'emportent pour la première fois avec notre François I^{er} : le Turc, sous le patronage du roi Très Chrétien, entre dans la vie européenne ; pour le maintien entre les grandes puissances d'un équilibre qui n'est, à le bien prendre, que la garantie indispensable à leur existence, il devient un facteur si indispensable que « l'intégrité de l'Empire ottoman » et la « souveraineté du Sultan » ne tardent pas à compter parmi les fondements de l'ordre et de la paix. Les puissances s'opposent, même par la guerre, à ce que l'une d'entre elles obtienne en Orient des avantages exclusifs ; elles prennent de plus en plus les Etats du Sultan sous leur sauvegarde collective et font de la question d'Orient la question internationale par excellence.

Mais il est de l'essence d'une politique réaliste de se garder de toute intransigeance, de se prémunir contre tout dogmatisme. Le vieil esprit de croisade ou le nouvel esprit d'émancipation sont des faits dont une méthode pratique ne se refuse pas à tenir compte ; les grands politiques savent faire leur part à ces « impondérables », les discipliner et les tourner à leur avantage. Le principe d'intégrité lui-même n'a rien d'absolu ; il s'adapte aux besoins et aux circonstances. A chaque crise provoquée en Orient par la révolte des peuples sujets de la Porte, les cabinets européens proclament la nécessité de maintenir l'intégrité de l'Empire ottoman ; mais, la paix faite, le calme rétabli, il se trouve qu'un nouveau territoire ou de nouvelles concessions ont été arrachées au